

Communiqué de presse :

Pour diffusion immédiate

Le 15 Janvier, 2012

Trois pays sur quatre réclament un nouveau traité pour éliminer les armes nucléaires, selon une nouvelle étude.

GENEVE, Suisse - Les trois-quarts des nations du monde soutiennent la proposition du Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-moon pour un traité visant à interdire et éliminer les armes nucléaires, selon une étude publiée aujourd'hui par la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN). Sur les 146 pays à avoir déclaré leur volonté de négocier un nouveau pacte de désarmement mondial, quatre conservent des arsenaux nucléaires: la Chine, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord. Le rapport intervient une semaine après que le compte à rebours de la Doomsday Clock (L'horloge de l'Apocalypse) du Bulletin of the Atomic Scientists a été avancé d'une minute de l'heure fatidique de minuit, au vu de l'accroissement des dangers nucléaires dans le monde et l'absence de progrès dans le sens de l'abolition du nucléaire. *"La grande majorité des nations croit qu'il est temps d'interdire les armes nucléaires de la même manière que les armes biologiques et chimiques ont été interdits"*, a déclaré Tim Wright, militant ICAN et auteur de l'étude.

"Le désarmement nucléaire ne peut pas continuer à un rythme d'escargot, si nous voulons prévenir la propagation et l'utilisation des armes nucléaires. Il doit être accéléré, et la meilleure façon d'y parvenir est par un traité de désarmement nucléaire global avec des échéanciers et des repères pour éliminer les stocks d'armes nucléaires ", déclare Tim Wright. *"Ce doit être le prochain grand objectif de négociation de la communauté internationale."*

En Novembre dernier, la Croix Rouge Internationale et le Croissant-Rouge -qui compte près de 100 millions de membres et bénévoles du monde entier- a adopté une résolution historique soulignant les dangers humanitaires des armes nucléaires et appelant les gouvernements à «poursuivre de bonne foi et à conclure des négociations avec urgence et détermination pour interdire l'utilisation et éliminer complètement les armes nucléaires par un accord international juridiquement contraignant".

Le soutien à un traité visant à abolir les armes nucléaires a considérablement augmenté depuis 2008, lorsque le Secrétaire général a fait d'un tel traité la pièce maîtresse de son plan d'action de désarmement nucléaire. Lors de la conférence d'examen de mai 2010 d'un traité de non-prolifération nucléaire bien mal en point, deux références à une convention d'armes nucléaires ont pu apparaître dans le document final, malgré les vives protestations de quelques nations possédant l'arme nucléaire.

Arielle Denis, responsable du bureau ICAN de Genève pour l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique, estime que les gouvernements ont un mandat populaire clair visant à interdire les armes nucléaires. *"A travers le monde, même dans les nations qui possèdent un vaste arsenal nucléaire, les sondages d'opinion montrent qu'une majorité de citoyens appuient l'élimination de ces armes immorales, inhumaines et illégales. Les gens pensent que le moment est venu pour leurs dirigeants de se débarrasser de l'ombre de la menace nucléaire"*, a-t-elle dit.

L'étude d'ICAN montre que toutes les nations d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique se prononcent en faveur d'un traité interdisant les armes nucléaires, de même que la plupart des nations de l'Asie, du Pacifique et du Moyen-Orient. Le soutien est plus faible en Europe et en Amérique du Nord, en particulier parmi les membres de l'alliance nucléaire de l'OTAN. Les nations qui appuient l'interdiction sur les armes nucléaires représentent environ 81% de la population mondiale. Seuls 26 pays sont opposés à un tel traité, et 22 d'entre eux sont plutôt hésitants, d'après l'étude.

Lire l'étude complète (en anglais) <http://www.icanw.org/positions>

Traduction Roland Gardien (Le Mouvement de la Paix)

Contacts :

Genève : Arielle DENIS [+41 229 197 080](tel:+41229197080)

Paris : Pierre VILLARD [+33 6 82 92 29 46](tel:+33682922946)

Les 62 organisations nationales françaises membres du Collectif ICAN France :

Abolition 2000 – France ; Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire – ACDN ; Américains contre la guerre – AAW ; Appel des Cent pour la Paix ; Armes nucléaires STOP ; Artistes pour la Paix ; Association des Libres Penseurs de France – ADLPF ; Association Française des Communes Départements Régions pour la Paix – AFCDRP ; Association France Palestine Solidarité – AFPS ; Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire – AMFPGN ; Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants, Résistants, Prisonniers et Victimes de Guerre – ANCAC ; Association Républicaine des Anciens Combattants – ARAC ; Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens – ATTAC ; Association des Travailleurs Maghrébins en France – ATMF ; Centre Quakers International ; Collectif des Objectrices et objecteurs du Tarn – COT 81 ; Collectif Non au Missile 51 ; Comité des Iraniens contre la Guerre – CICG ; Comité National pour l'Indépendance et le Développement – CNID ; Confédération Générale du Travail – CGT ; Confédération paysanne ; Droit Solidarité – Association internationale des juristes démocrates – AIJD ; Enjeu – Pionniers de France ; Enseignants pour la Paix – EPP ; Fédération Espérantiste du Travail – FET ; Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat – FNTE-CGT ; Fédération Syndicale Unitaire – FSU ; Femmes Solidaires ; Fondation Copernic ; Forum Plutonium ; Greenpeace France ; Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix – IDRP ; Institut Hiroshima-Nagasaki ; Le Mouvement de la Paix ; Les Alternatifs ; Les Verts ; Ligue des Droits de l'Homme – LDH ; Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté – LIFPL ; Maison de vigilance ; Mouvement pour une Alternative Non-violente – MAN ; Mouvement International de la Réconciliation – MIR ; Mouvement National de Lutte pour l'Environnement – MNLE ; Mouvement de l'Objection de Conscience – MOC ; Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté ; Mouvement Jeunes Communistes de France – MJCF ; Mouvement politique d'Education populaire – M'PEP ; Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples – MRAP ; Observatoire des armes nucléaires françaises – CDRPC ; Parti communiste Français – PCF ; Parti communiste des ouvriers de France – PCOF ; Pax Christi ; Réseau féministe « Ruptures » ; Réseau franciscain Gubbio ; Réseau Sortir du Nucléaire ; Ritimo ; Syndicat National des Chercheurs Scientifiques – SNCS-FSU ; Syndicat National de l'Enseignement Secondaire – SNES-FSU ; Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique – SNTRS-CGT ; Syndicat National de l'Enseignement Supérieur et de la recherche – SNESup-FSU ; Union Bretonne des Syndicats de l'Action ; Culturelle – USBAC-CGT ; Union nationale Peuple et Culture ; Union pacifiste.